

Un Etat ne peut jamais être mis en faillite et (encore moins) être déclaré en banqueroute : conséquences.

I. @ Tous les médias (dont MEDIAPART).

Vous reprenez systématiquement le discours de la Haute Finance en parlant de mise en faillite ou mise en banqueroute des Etats.

C'est encore le cas dans l'introduction de l'article sur les Grecs en "Une" de MEDIAPART de ce jour : "Athènes faisait l'objet, il y a près d'un an, d'un spectaculaire plan de «sauvetage» de Bruxelles et du FMI pour éviter la banqueroute".

Un pays peut être en "état de cessation de paiements".

Dans ce cas, ses rentrées en devises sont insuffisantes pour lui permettre de réaliser des importations (essentiels et non essentiels).

Il est donc possible pour tout pays, et à tout moment, de mettre des quotas d'importation... et de s'en sortir dignement... mais c'est contraire aux dogmes de l'Union Européenne.

Il est également toujours possible pour tout entrepreneur (et pour tout État) d'obtenir des crédits-vendeurs pour des investissements à rentabiliser.

L'Europe d'après-guerre était dans une situation bien plus alarmante (destructions matérielles et pertes humaines) que les pays mis sous pression par la Haute Finance... et cinq ans plus tard, elle faisait la nique aux États-Unis en affichant des balances commerciales de plus en plus positives.

Un État ne peut jamais être mis en faillite :

Faillite : "*Situation d'incapacité de payer ses dettes ; constatation de cette incapacité par un tribunal*" (Littre)

Dans le principe même d'une faillite, il y a une procédure de redressement ou de liquidation, donc il y a un tribunal de commerce.

En clair, la faillite ne s'applique pas aux États : un peuple ne peut pas être mis en liquidation et un État ne peut pas être mis en redressement judiciaire.

A fortiori, un État ne peut jamais être déclaré en banqueroute.

Banqueroute : "*Délict de cessation de paiements due à des négligences (banqueroute simple) ou à des actes irréguliers (banqueroute frauduleuse)*" (Littre).

Donc, si les créanciers privés ont été suffisamment "inconscients" pour prêter aux Grecs d'une façon ou d'une autre en favorisant leurs importations inutiles, c'est parce qu'ils y avaient intérêt... un très grand intérêt.

ALTER-EUROPA™

II. Conséquences ?

Si les importations grecques ont conduit la Grèce à un "état de cessation de paiements", la seule issue possible pour un gouvernement est de prononcer le "**DÉFAUT DE PAIEMENTS**"...

C'est la seule issue... car si les achats à l'Étranger n'ont pas créé de richesses dans le passé (la preuve), il n'y a aucune raison qu'ils en créent dans l'avenir sur des bases identiques.

Donc, dans l'optique des prêteurs, le fait de faire payer des dettes (en plus avec des taux d'intérêt très élevés), c'est reculer pour mieux sauter.

Les Grecs, les Portugais, les Irlandais, les Islandais, les Espagnols, les Italiens et tous les peuples, confrontés à ce genre de situation, connaîtront les "joies" de la GRANDE DÉPRESSION... mais cela ne sauvera pas les créanciers.

Loin de là !

Bien sûr, cela conduirait la Haute Finance française et allemande vers une déclaration de BANQUEROUTE simple ou frauduleuse... par des Tribunaux de Commerce.

Et nous, et nous, et nous ?

Aucun problème : la monnaie (qu'ils ont créée à l'infini, dans leur propre "intérêt") et les dettes (vis-à-vis de ces grands acteurs) peuvent disparaître du jour au lendemain.

Elles viennent du Néant, elles retourneront vers le Néant.

Tout cela est parfaitement gérable.

III. Conclusion.

Donc, peuples affamés et sans avenir, faites sauter "nos" banques et "nos" groupes d'assurance...

La suite viendra toute seule : TRICHET, BARROSO, DSK et tous les autres tomberont les uns après les autres !

Par contre, il faudra mettre un terme définitif au **Système des Banques Centrales...** a fortiori "indépendantes" car ce sont elles qui ont géré "notre" euro (et autres monnaies) de façon si désastreuse.

Après on pourra discuter.

Pour la suite, nous pourrions nous mettre (tous ensemble) à la disposition de ces peuples courageux pour qu'ils fassent enfin des investissements rentables. Les solutions ne manquent pas ; elles doivent juste faire partie d'un "plan - surprise".

En moins de cinq ans, nous pourrions avoir une Europe TRÈS PROSPÈRE...

Mais, là, il faut arrêter ce cirque, le plus vite possible.

Merci de réagir, vite, très vite...

J. M

ALTER-EUROPA

Pour une Autre Europe...

Et (bien sûr) pour un Autre Euro...